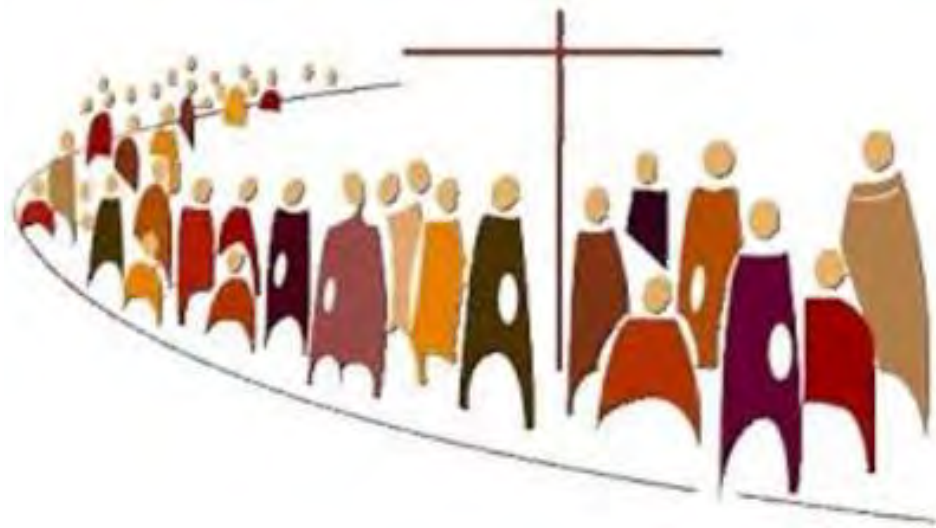






Vers le christianisme social...



Du XIXème siècle à nos jours...
Histoire du catholicisme social...

Le christianisme social.



Le christianisme social est un mouvement apparu au XIX^e siècle dans les milieux protestants français confrontés à l'environnement social, économique et politique difficile né de la Révolution industrielle et aux conditions de vie misérables des populations ouvrières à cette époque. Partie intégrante de la gauche chrétienne, le mouvement existe toujours aujourd'hui.

L'appellation « christianisme » social, et non pas « protestantisme » social, avait été délibérément retenue dès l'origine pour inscrire ce mouvement dans une perspective œcuménique et souligner l'idée que l'action sociale doit rassembler tous les chrétiens quelles que soient leurs divisions dogmatique.

On parle davantage de **catholicisme social** pour désigner la version catholique-romaine de ce courant.

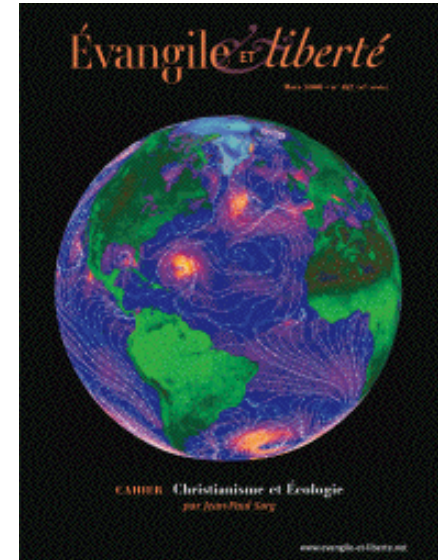
**L'Armée du Salut, active dans le monde entier
est toujours aujourd'hui un mouvement du
christianisme social protestant...**



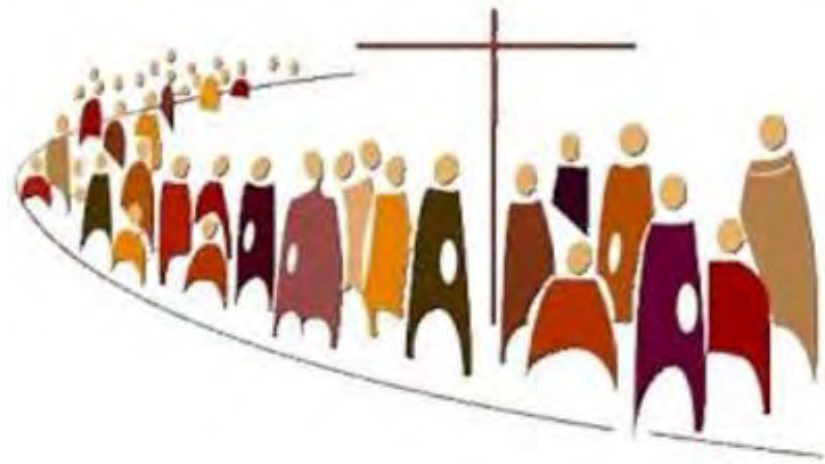
« Le christianisme social, c'est le combat pour le Royaume sur la Terre... »

On trouve déjà, en France, les grands thèmes du christianisme social chez le pasteur Tommy Fallot (1844-1904) : le combat pour la réalisation du Royaume de Dieu, l'importance d'une réflexion théologique consacrée aux questions sociales, la volonté d'une lutte contre les injustices, l'influence et le retentissement du milieu social sur l'univers religieux et la formation spirituelle de l'être humain. **Une conviction commune anime tous les membres du Christianisme social :**

Le christianisme spirituel et le christianisme social s'appellent mutuellement et se répondent comme le font le « notre Père » et le « notre pain » de la prière que Jésus lègue à ses disciples.



Le catholicisme social...



**Quelques repères
et étapes historiques**



La révolution industrielle du XIX^e siècle

La révolution industrielle est le processus historique du XIX^e siècle qui fait basculer une société à dominante agraire et artisanale vers une société commerciale et industrielle.

Ainsi, cette transformation, tirée par le boom ferroviaire des années 1840, affecte profondément l'agriculture, l'économie, le droit, la politique, la société et l'environnement.



**Raffinerie de pétrole de la Standard Oil
à Cleveland, Ohio 1889**

Le catholicisme social...



Le catholicisme social est un courant de pensée qui apparait au XIX^e siècle, qui a été à l'origine de très nombreuses fondations associatives et syndicales. Ce courant de pensée prend racine avec la question sociale au moment de l'industrialisation qui provoque une transformation rapide de la société avec l'apparition du travail ouvrier et le développement du salariat.

Tout ce qui s'est greffé sur ce courant de pensée ne peut être recensé de façon exhaustive et trop nombreux sont ceux et celles qu'on peut qualifier de « catholiques sociaux »...

mais les étapes de son histoire au cours du XIX^e siècle et du XX^e siècle révèlent une évolution dans les approches à mesure que la salariat devient la norme du travail.

Les premiers pas...



Un « premier » catholicisme social a existé dès le début du XIX^e siècle sans toutefois en avoir encore le nom ni former un mouvement unitaire. Il naît progressivement après une lente et double prise de conscience de la part des catholiques : celle de la question sociale que l'industrialisation du pays va rendre de plus en plus aigüe et dramatique et celle, que le progrès, la rénovation et l'amélioration de l'humanité sont non seulement une réalité historique mais qu'ils ont leur source dans le christianisme. Ce courant d'idées, contemporain et rival du socialisme, culmine en 1848 avec la révolution de février, avant de marquer le pas sous le Second Empire.

Les années 1870-1890...



Sa naissance en France est traditionnellement liée à la fondation en 1871 des « Cercles catholiques d'ouvriers » et de « l'Union des œuvres ouvrières catholiques » par Albert de Mun et Maurice Maigren.

C'est dans le contexte de la mise en place de la Troisième République. Réapparu après 1871, il prend de l'ampleur et prépare en quelque sorte la « doctrine sociale de l'Église » dont l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII publiée en 1891 est l'acte fondateur.

L'expression « catholicisme social » est adoptée plus tardivement, aux environs de 1890.

Début du XX^e siècle...



On peut cependant adopter la définition donnée aux Semaines sociales de France de 1919 à Metz, à la sortie du conflit de la Première guerre mondiale, par Eugène Duthoit :

C'est un mouvement qui tend « à diriger toutes les initiatives privées, à orienter les lois, les institutions, les mœurs, les revendications civiques vers une réforme fondamentale de la société moderne d'après les principes chrétiens ».

Son développement se poursuit et prend des formes très variées dans la première moitié du XX^e siècle avant que les nouvelles données du lendemain de la Seconde Guerre mondiale ne posent la question de sa place et de son avenir dans une société de plus en plus sécularisée et dans un monde où de nouvelles problématiques sont apparues.



1- 1822-1971 : premières initiatives.

Le spectacle de la misère ouvrière a amené un certain nombre de personnalités catholiques à réfléchir sur un projet global de société qui donne réponse à la question sociale.

Ces chrétiens vont élaborer des théories mais aussi proposer des mesures concrètes et des actions à entreprendre. Ce n'est cependant pas un courant homogène, les choix politiques des uns et des autres sont divers, voire opposés et peuvent évoluer avec le temps.



Descente des mineurs dans le puits
(Constantin Meunier, 1882)

Lente prise de conscience dans un contexte difficile.

1-Dès les années 1820, sous la Restauration puis sous la Monarchie de Juillet, les structures économiques et sociales de la France ne sont pas encore profondément modifiées par l'industrialisation.

2-Le contexte, pour l'Église de France, est encore celui du traumatisme de la Révolution : elle est tournée essentiellement vers une reconstruction interne. Mais ses cadres sont vieillissants et divisés, ses fidèles, peu nombreux et peu croyants. Les aristocrates, catholiques par tradition se taisent, les masses paysannes et ouvrières sont abandonnées à elles-mêmes et la force vive et neuve du pays, la bourgeoisie, est majoritairement voltairienne.

3-Réfléchir sur la société nouvelle n'est pas la priorité de l'Église de France et on en reste à l'enseignement traditionnel et permanent du soulagement de la misère par la charité individuelle. De plus, la hiérarchie de cette Église de France, tournée surtout vers le clergé, est loin d'accorder une place importante aux laïcs.



Deux grands courants s'opposent...

La minorité de catholiques qui s'intéresse alors à la question ouvrière, est dispersée et provient de multiples horizons qu'on peut classer en deux courants de pensée politiques différents :

-Le premier, celui des milieux conservateurs (traditionalistes, contre révolutionnaires, légitimistes) reste tourné vers le passé : ces hommes rejettent l'individualisme considérant que la société est organique et que les groupes intermédiaires y tiennent une place essentielle. Ils nient donc les droits des individus et cherchent des remèdes dans l'étude de la société de l'Ancien Régime.

-À côté, issu parfois au départ de ce premier courant mais rompant avec lui, le courant dit du catholicisme libéral. Il a comme figure de proue Félicité de la Mennais, ainsi que l'ensemble de l'équipe des rédacteurs du journal *L'Avenir*. Les prises de position sont finalement condamnées par le pape Grégoire XVI qui rédige deux encycliques contre ces idées...

Félicité de La Mennais... Ecrivain, philosophe et prêtre (1782-1854)

En 1830, il fonde, avec Montalembert et Lacordaire, le journal *L'Avenir* dont la devise est « Dieu et la liberté ». Le groupe des rédacteurs du journal plaide pour la liberté de l'enseignement, la séparation de l'Église et de l'État et réclament la liberté de conscience, de presse et de religion. La même année, ils fondent également l'*Agence générale pour la défense de la liberté religieuse*.

À ce titre, ils créent une école libre et gratuite à Paris en 1831. Ils montrent ainsi que la liberté d'enseigner consiste d'abord pour un particulier ou pour une collectivité privée à disposer du droit d'ouvrir une école. L'école, ouverte le 9 mai, est fermée le lendemain, les enfants expulsés sans violence et les trois instituteurs poursuivis.

Le procès est envoyé devant la cour d'assises comme délit politique mais les prévenus disposent d'une tribune pour justifier leur acte et soutenir délibérément sa légalité.

Ils sont condamnés à l'amende minimale.



A l'approche de la révolution de 1848...



Tous ces catholiques dits libéraux, « qu'ils voient dans les libertés de 89 un fait irréversible ou qu'ils les jugent porteuses de valeur, ont en commun le refus de l'autorité sans partage, l'attachement aux règles du droit, la méfiance envers un État dont les institutions représentatives et les corps intermédiaires ne limitent pas le pouvoir. Ils récusent l'absolutisme, comme la démocratie autoritaire et le nationalisme antiparlementaire ».

Pour eux, l'humanité progresse, « ce progrès a pour germe l'Évangile » et « le catholicisme est à l'origine de tous les perfectionnements sociaux ». Ils se rapprochent du peuple, ont conscience de ses besoins...

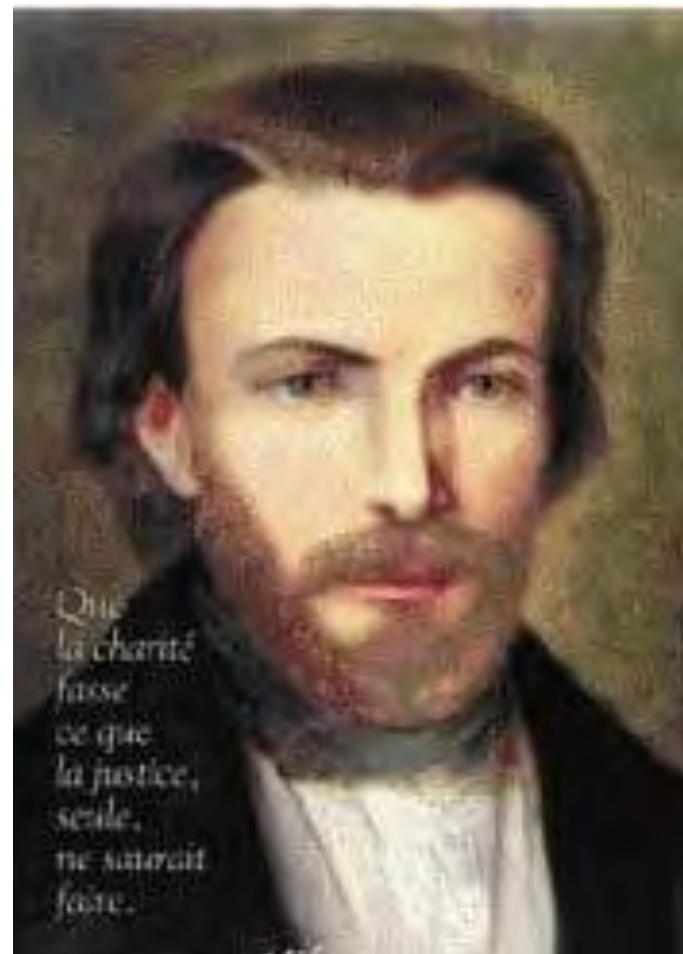
En conséquence, au moment de la Révolution de 1848, la situation a évolué, le catholicisme est à nouveau respecté, l'anticléricalisme atténué, « un mouvement de rapprochement s'esquisse entre le prolétariat déchristianisé et l'Église ».

Frédéric Ozanam (1813-1853)

Entre ce catholicisme libéral et ce qui sera véritablement le catholicisme social, Frédéric Ozanam fait le lien et en ce sens joue un rôle essentiel. En effet, il n'est pas seulement l'apôtre de la charité privée, l'étudiant qui fonde avec d'autres la Société de Saint-Vincent-de-Paul en 1833.

Il cherche à apporter une solution collective à la misère ouvrière. Dans son cours de Droit commercial professé à Lyon en 1839, il souligne que le travail humain ne peut être considéré comme une marchandise ; pour lui une réciprocité de services doit exister entre la société et les travailleurs, « une sorte de contrat sacré ». Si les conditions de travail n'élèvent pas le niveau de vie des ouvriers, si le salaire n'est pas suffisant et librement accepté, l'ordre est violé, le contrat rompu.

C'est surtout dans ses articles pour *l'Ère nouvelle*, le journal fondé par Henry Maret, de Coux et Lacordaire, entre 1848 et 1850, qu'il précise certaines de ses idées, dénonce avec force « ceux qui ont trop » alors que le plus grand nombre n'a rien.





2- 1848-1871 : un catholicisme social français plutôt timide et paternaliste.

La période de 1848 à 1870 marque le pas en France sur le sujet social, c'est un temps de réaction politique et sociale de la part d'une grande majorité des catholiques.

Après les tentatives généreuses de la Seconde République et les essais d'application du socialisme qui ont effrayé la bourgeoisie, le Second Empire amène la prospérité avec le développement de la grande industrie, des chemins de fer, des banques et des échanges.

Le mouvement ouvrier progresse et se prépare aux luttes.

Le catholicisme français majoritairement conservateur reste quasi silencieux sur le plan social.

Armand de Melun (1807-1877)



En 1843, il était député d'Ille-et-Vilaine. Il connut les misérables conditions de vie des ouvriers, crée alors en 1846 la Société d'économie charitable... Il intervient à partir de 1847 pour améliorer l'efficacité de l'une des rares lois sociales sous la monarchie orléaniste de Louis-Philippe, à savoir **la loi de 1841 limitant le travail des enfants** : interdit avant l'âge de 8 ans, limité à ensuite jusqu'à l'âge de 16 ans. Cette loi était en effet cependant peu appliquée et dans les faits les patrons faisaient ce qu'ils voulaient...

En 1850 et 1851, il fait voter le premier grand train de lois sociales :

logements insalubres, caisse de retraite, délit d'usure, assistance judiciaire, assistance hospitalière, contrats d'apprentissage.

En 1852, c'est le même qui rédige le décret légalisant et développant le grand mouvement mutualiste. Le 4 avril 1856, il assiste à la fondation de l'Œuvre des Écoles d'Orient plus connue actuellement sous le nom de L'Œuvre d'Orient.

Le 28 septembre 1864, il participa à la loi sur le droit de grève et de coalition.

De timides avancées...

Avant 1870, ce « premier » catholicisme social français provenant de cellules fort diverses et dispersées, représenté par quelques personnalités philanthropiques et figures charismatiques, ne parvient pas à intéresser à ses efforts la masse des catholiques. Ceux-ci sont rendus aveugles par leur incompréhension totale du problème social et, à partir de 1848, par la crainte du danger socialiste.

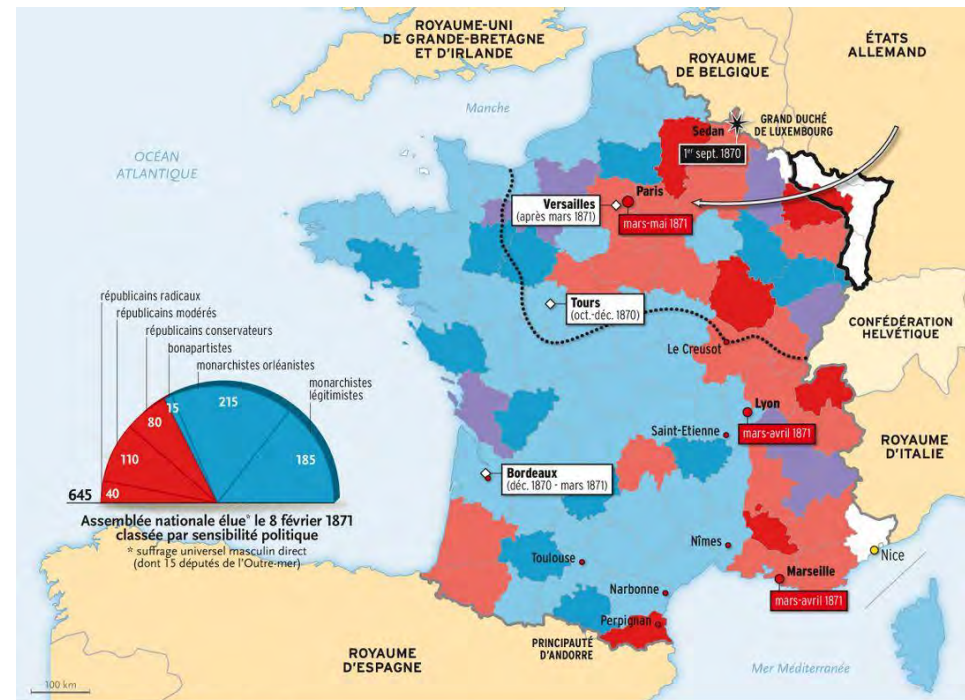
L'épiscopat lui-même, à deux ou trois exceptions près, n'a pas eu la moindre idée qu'il pût exister un problème social, ou ne l'a envisagé que sous l'angle de la charité.





3- de 1871 à 1891 : émergences et ampleur internationale.

L'expérience lancée par ces précurseurs, avec ses points positifs et malgré ses hésitations et ses impasses, a frayé la route et apparaît comme une préfiguration du mouvement plus ample qui atteint d'autres pays européens et qui va se développer en France à partir de 1871, avec un ancrage politique majoritairement conservateur.



L'instauration du nouveau régime

1. Les élections législatives du 8 février 1871 (résultats par département)

- Tous les élus républicains
- Majorité d'élus républicains
- Égalité entre républicains et monarchistes
- Majorité d'élus monarchistes
- Tous les élus monarchistes
- Résultats non-comptabilisés

2. Un contexte troublé

a. La défaite militaire

- Invasion prussienne (août 1870-janv. 1871)
- Avancée maximale des Prussiens
- ★ Défaite de Sedan, causant la chute du Second Empire
- ◇ Sièges successifs du gouvernement français
- ▭ Perte de l'Alsace-Moselle

b. Les contestations internes

- Victoire législative des séparatistes niçois de Garibaldi
- Insurrections communardes (mars-mai 1871)

Le dynamisme de pays voisins...

Contrairement à ce qui se passe en France entre 1848 et 1870, des voix au sein des communautés chrétiennes s'élèvent dans d'autres pays européens

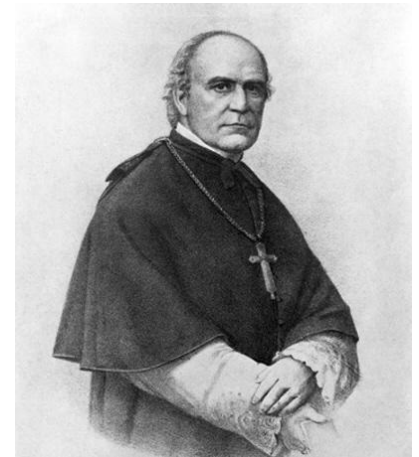
comme en Allemagne, avec les Congrès catholiques, ou en Belgique avec les Assemblées catholiques de Malines, etc. On peut citer l'exemple de **Wilhelm Emmanuel von Ketteler**, évêque de Mayence encore plus significatif : son souci de la question ouvrière est constant entre 1850 et 1877.

Il prend à son compte toutes les revendications ouvrières sur le salaire vital, la diminution des heures de travail, les jours de repos, l'interdiction du travail des trop jeunes filles et des enfants.

Il organise des sociétés ouvrières de production où la direction de chaque entreprise est confiée aux ouvriers eux-mêmes.

Surnommé « l'évêque des ouvriers », il donne au catholicisme social une réflexion positive : il n'a pas à simplement s'opposer aux principes modernes mais à proposer des solutions authentiquement catholiques ;

c'est ainsi que dans son livre *La question ouvrière et le christianisme* (1864), il défend à la fois l'amélioration morale des ouvriers par la rechristianisation mais également la nécessaire intervention du législateur pour résoudre la question sociale.



Les deux fondateurs du catholicisme social français...

Ces exemples allemands vont directement profiter à deux de ceux que l'on considère comme les fondateurs du catholicisme social français, **Albert de Mun (1841-1914)** et **René de La Tour du Pin (1834-1924)**.

Officiers royalistes tous les deux, faits prisonniers au moment de la défaite de 1870-1871, ils prennent connaissance au cours de leur captivité des expériences du catholicisme social allemand.

C'est également durant cette période, grâce à l'intervention du Dr Lingens, futur figure de proue parti politique du Zentrum, que les deux officiers découvrent le livre d'un député impérial, Émile Keller, *L'Église, l'État et la Liberté* (1866), ouvrage qui va profondément les marquer.



Maison où prit naissance le premier Cercle catholique ouvrier à Paris en 1865, dans le 14^e arrondissement.



Les Cercles catholiques ouvriers, Albert de Mun, La Tour du Pin et les autres...

Dès 1871 est fondée l'Œuvre des cercles catholiques d'ouvriers dont le but, selon Madame de Brivazac, présidente du Comité des Dames des Cercles Catholiques d'ouvriers en 1896, est de : **Rapprocher, sans les confondre, les classes de notre société française, irritées les unes contre les autres par les doctrines irréligieuses et révolutionnaires et par les conséquences d'une transformation économique dont le peuple est la première, mais non pas la seule victime.**

Il s'agit en fait de contribuer à une rechristianisation en même temps qu'à la défense des intérêts matériels et moraux du monde ouvrier. Le but est moins d'attirer les masses ouvrières que d'en former une élite. C'est, selon la formule de Georges Hourdin, une modeste mais une première prise de contact avec la classe ouvrière.

Albert de Mun (1841-1914)



Dans le groupe des fondateurs, les rôles sont complémentaires.

Albert de Mun est le propagandiste de l'œuvre des Cercles.

Vite occupé par son action politique et parlementaire pratiquement ininterrompue de 1876 à 1914 comme député du Morbihan puis du Finistère, il participe à l'œuvre de législation sociale de la III^e République soutenant l'existence de syndicats mixtes, la réglementation du travail des femmes en 1888, l'interdiction du travail des enfants de moins de 13 ans en 1890, les réformes du droit du travail sur les accidents professionnels, l'arbitrage dans les conflits, la législation sociale internationale, etc. Sa proposition pour les femmes enceintes d'un arrêt de travail obligatoire et d'une indemnité, rejetée en 1892, est reprise sept ans plus tard. En précurseur, il préconise la création de caisses d'assurances spéciales alimentées conjointement par les patrons et les ouvriers et propose de substituer à la théorie de la responsabilité délictuelle, le principe du risque professionnel. Il propose aussi l'organisation de caisses de secours et de retraite pour améliorer le sort des ouvriers âgés. **« Orateur brillant, il est un représentant typique du catholicisme intransigeant et un opposant au « monde moderne », il accepte en 1892 le « ralliement » à la République demandé par Léon XIII aux catholiques français.**

Le pape Léon XIII en 1887



Socle doctrinal officiel : l'encyclique *Rerum Novarum*, 1891

Les intuitions du premier catholicisme social, les réalisations accomplies, les thèses élaborées dans l'Union de Fribourg, l'influence de prélats, alarmés eux aussi par les conséquences de la révolution industrielle, contribuent à renouveler le discours social de l'Église. Leurs idées, longtemps contestées, sont finalement partagées et reprises par le pape Léon XIII et *Rerum Novarum* est la première encyclique consacrée aux questions sociales que l'Europe et les États-Unis affrontent à cette époque. *Léon XIII y dénonce d'abord les idées « socialistes »* et justifie le droit à la propriété privée tout en ordonnant l'usage des biens possédés au bien commun : affranchissant l'homme de la précarité, le droit de propriété est la condition d'une liberté réelle. Mais **les excès du libéralisme sont également condamnés** et l'intervention de l'État dans l'économie est légitimée. Il y défend le juste salaire, le droit à constituer des associations professionnelles, la nécessité d'adapter les conditions de travail des enfants et des femmes, le repos dominical... nombre de points qui sont repris par la législation sociale qui se met en place à l'époque. **Fondamentalement, son propos vise à réveiller les consciences de ses contemporains et à ouvrir des chemins en vue d'un ordre social qui dépasse l'opposition entre classes, et permette d'établir la société dans la concorde et l'harmonie.** Cette encyclique met en évidence les questions éthiques inhérentes à l'ordre économique et établit la légitimité de l'Église à s'exprimer sur les questions sociales. Elle situe l'Église dans une position critique à la fois envers le socialisme collectiviste et le libéralisme individualiste, position qui restera une constante de toute la Doctrine sociale.

Un consensus impossible...

Avec un tel texte, les catholiques sociaux se trouvent stimulés, leurs réalisations vont se multiplier et se diversifier, mais en même temps, leurs énergies sont désormais « contrôlées » par Rome et **des divergences s'accroissent entre ceux qui, mettent l'accent sur l'action de la classe dirigeante et ceux qui préconisent l'initiative ouvrière.**

De cette dernière tendance va naître le mouvement dit de Démocratie chrétienne.

Par contre la grande majorité des catholiques reste toujours plus ou moins consciemment attachée à un libéralisme renforcé par la défiance croissante qu'ils éprouvent à l'égard de l'État républicain et des ouvriers socialistes et elle s'oppose à toute intervention de l'Église dans le domaine économique et social.



Albert
de Mun



Léon
Harmel



Les abbés démocrates ou les « curés rouges »

Trois prêtres, soucieux de rapprocher l'Église du peuple des travailleurs, ouvriers et paysans. trois destins, qui au cours de leurs oeuvres sociales, apostoliques et économiques, sont tous passés par le pays de Fougères :

-l'abbé **Louis Bridel (1880-1933)** bien sûr qui, tout au long de son passage à Fougères (1909 à 1933) créera des coopératives ouvrières dont la cristallerie ;

-l'abbé **René Mancel (1878-1954)** qui fut curé de Monthault, près de Louvigné, avant de prendre la tête du syndicat des cultivateurs-cultivants à Bain-de-Bretagne, précurseur de la JAC (Jeunesse agricole catholique).

-et puis l'abbé **Félix Trochu (1868-1950)**, dont l'activité se situera dans la presse avec notamment la co-fondation, en 1899 à Rennes, du quotidien *L'Ouest-Eclair* qui deviendra *Ouest-France* en 1944.



L'action de ces trois personnalités hors du commun, inspirée par le mouvement chrétien « Le Sillon » et l'encyclique papale « Rerum Novarum », mais qui suscitera l'hostilité d'une partie de la hiérarchie catholique, préfigure ce que sera l'action catholique plus tard au fil du XX^e siècle. (Ouest France du 9 mars 2015)



4- Première moitié du XXème siècle : floraison d'initiatives et d'activités.

Pour le catholicisme social, l'Encyclique *Rerum Novarum*, prise de position officielle de l'Église catholique, est un encouragement inespéré.

Ses initiatives en cours se développent plus rapidement et il inspire de plus en plus d'activités : œuvres de caractère social, mais aussi partis politiques ou syndicats d'inspiration chrétienne. Dès lors, au cours des décennies qui suivent, il prend des formes très diverses, intervient dans des domaines multiples, parfois en lien étroit avec l'Église, parfois de façon plus autonome.

Les multiples créations qui jalonnent cette période prennent toutes leur origine dans ce courant de pensée : des « catholiques sociaux » en sont parfois les fondateurs ou y adhèrent naturellement.

Elles laissent cependant apparaître des sensibilités et des choix divers et donc des différences voire des oppositions importantes, ne formant pas un mouvement unitaire mais plutôt une mouvance aux contours difficiles à définir.

L'Association Catholique de la Jeunesse Française

Une manifestation en Suisse rassemblant la jeunesse chrétienne donne à Albert de Mun l'idée de lancer en 1886 l'Association Catholique de la Jeunesse Française (ACJF) dont le but est de coopérer au rétablissement de l'ordre social chrétien.

L'association devient en fait une véritable école de formation sociale : par son aumônerie souvent assurée par les Jésuites, par ses Congrès annuels à partir de 1902, par ses enquêtes, par ses campagnes, elle prépare les jeunes catholiques à leurs futures responsabilités et joue le rôle de pépinière féconde.

L'encyclique *Rerum Novarum* lui permet de prendre son véritable essor et elle se range alors clairement dans le camp du catholicisme social, adoptant la devise « sociaux parce que catholiques ». **Après la première guerre mondiale, un certain nombre de ses membres se dirigent vers le terrain civique et politique...**

Dès 1919, de vives critiques sont adressées à Rome par les tenants d'une ligne intransigeante. On lui reproche d'aller trop loin sur le terrain social, de se mêler à la vie publique, et d'avoir des tendances trop démocratiques.

Naissance des Mouvements



La diversité des milieux intéressés et la prise de conscience de la force que représentent des ensembles mieux structurés, amènent l'ACJF à accepter une organisation en formations spécialisées : la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) française s'organise à partir de 1926 et s'affilie l'année suivante à l'A.C.J.F. comme mouvement autonome. Cela provoque une réaction en chaîne de chaque milieu social : la Jeunesse agricole catholique (JAC), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), la Jeunesse maritime catholique (JMC) et la Jeunesse indépendante catholique (JIC) entrent tour à tour entre 1929 et 1936 au comité général de l'A.C.J.F. Cette spécialisation fait prendre conscience au catholicisme social dont est issue l'A.C.J.F. de l'importance du phénomène de classe sociale et de l'adaptation nécessaire de l'action qu'il en résulte; elle modifie également la structure mais aussi la nature de l'A.C.J.F, chaque mouvement ayant sa propre identité.

Mandat de l'Église de France pour l'évangélisation des milieux sociaux.

L'évolution accomplie est importante d'autant plus que ces mouvements de jeunesse spécialisés sont validés quand le pape Pie XI met en œuvre en 1931 l'Action catholique, conçue comme « la participation des laïcs à l'apostolat hiérarchique ». Initialement mouvement de laïcs, dirigé par des laïcs, n'engageant pas l'Église et avec des aumôniers proposés par les dirigeants, l'ACJF et les mouvements spécialisés qui la composent sont désormais encadrés par des clercs et sous la tutelle de la hiérarchie ecclésiastique qui nomme l'aumônier et délègue son « mandat » pour l'évangélisation de milieux donnés.

Cependant le souci n'est plus de former une élite intellectuelle et sociale mais de faire émerger une élite des milieux eux-mêmes en particulier des milieux populaires.

L'engagement est non seulement social mais aussi civique et politique et, dans les années 1930, il se fait avec un « glissement à gauche. » Un tel choix fait parallèlement à l'accentuation d'une dimension spirituelle d'évangélisation et d'une tutelle de la hiérarchie n'est pas sans ambiguïté.

Dès lors de futures crises et controverses sont en germe dans les mutations accomplies.



Naissance du syndicalisme chrétien : C.F.T.C en 1919.



La Vie à Défendre

La volonté de refaire une société nouvelle par des actions temporelles concrètes, débouche naturellement sur l'association et l'organisation professionnelles.

Le syndicalisme ne peut cependant naître en France qu'à partir de la loi Waldeck-Rousseau de 1884 qui l'autorise. D'abord tentés sinon par la corporation du moins par le syndicat mixte qui permet la collaboration entre classes rivales, **les chrétiens du monde ouvrier comprennent la nécessité d'un syndicalisme autonome face aux syndicats dominés par l'idéologie marxiste de lutte des classes.**

Malgré son choix pour une voie réformiste et non révolutionnaire, **il se heurte aux préjugés conservateurs et aux manœuvres du patronat catholique qui l'accuse de recourir à la lutte de classes.** Il choisit de défendre l'indépendance syndicale et la liberté du travail et propose avant même les affrontements sociaux de 1936 un salaire minimum, les allocations familiales, la réduction de la durée du travail, des logements sociaux, les conventions collectives, etc. **Les événements de 1936 et la montée de la première génération formée par la JOC lui apportent un sang nouveau et en font une grande organisation ouvrière. En 1937, elle compte 2000 syndicats et 400 000 adhérents.**

L'engagement politique, tentatives de Démocratie Chrétienne.

La première tentative de démocratie chrétienne faite en 1848 était restée sans lendemain et la majorité des catholiques français sont restés méfiants vis-à-vis du politique et du régime républicain... 1892 marque un tournant : Léon XIII publie l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*, dans laquelle il appelle les catholiques français à se rallier à la République.

Il est entendu en partie seulement et les catholiques français se divisent. Certains restent dans la tradition du catholicisme intransigeant du XIX^e siècle et demeurent crispés sur la question du régime, on les retrouvera plus tard au sein de l'Action française. D'autres préfèrent s'investir prioritairement ou exclusivement dans le domaine social et seule une minorité s'engage dans le domaine politique. « Une seconde démocratie chrétienne » naît à la fin du siècle, emmenée par des « abbés démocrates » comme l'Abbé Lemire aussi bien que par des laïcs comme Marc Sangnier. Cependant le contexte de la séparation de l'Église et de l'État et des lois anticléricales, l'intervention de Rome, ralentissent l'acceptation par les catholiques français de la démocratie : par une encyclique en 1901, la démocratie chrétienne est cantonnée à la bienfaisance sociale et le terrain politique lui est interdit. Il faut attendre les lendemains de la guerre et la renonciation de l'Église catholique à combattre la République, ce qu'on appelle de second ralliement, pour voir un parti d'inspiration chrétienne se constituer...

Action sociale élargie...

L'épiscopat français qui dans son ensemble est acquis depuis 1891 au catholicisme social mais qui, depuis la crise de la Séparation de l'Église et l'État et la relance de la politique anticléricale, engage les fidèles à abandonner l'action politique au profit d'une reconquête sur le terrain social. Tous les champs de la vie sociale sont investis : des enfants aux adultes, des ouvriers et des paysans aux cadres et aux patrons, du cercle familial au monde du travail. Les lieux et les secteurs investis sont parfois en marge de la société industrielle : l'espace des loisirs, le monde des classes moyennes, celui des adolescents... Ainsi des catholiques sociaux animent les Associations de familles nombreuses créées à partir de 1919. L'idée d'allocations familiales, d'allocation logement ou études sont lancées avant d'être adoptées par le législateur.

Mettre le Christianisme dans la vie...

Les premières colonies de vacances naissent en 1902, notamment à Saint-Malo et au Havre. Les patronages paroissiaux connaissent leur apogée dans l'entre-deux guerres... **Ces exemples sont loin d'épuiser la variété et le dynamisme des activités qui se multiplient et montrent que le mouvement du catholicisme social accompagne toutes les mutations qui affectent en profondeur la société française dans cette première moitié du XX^e siècle.**

En même temps une spécificité apparaît : il s'agit de moins en moins d'œuvres charitables ou d'assistance, ce que le langage courant appelle *bonnes œuvres*, que de **la mise en place de véritables services qui veulent éviter l'assistanat et redonner dignité et autonomie aux personnes aidées.**

Cette présence et incarnation et cette volonté de mettre tout le christianisme dans toute la vie sont plus que jamais les affirmations fondamentales du catholicisme social.

96^{ème} SEMAINES SOCIALES DE FRANCE



Réflexion officialisée par l'Église : les Semaines sociales fondées 1904.

Pour ces catholiques sociaux, longtemps dénoncés comme répandant un socialisme condamné, « le besoin de se rassembler et de donner à leur action de solides assises doctrinales apparaît rapidement. **Avec les Semaines sociales de France, les catholiques sociaux se dotent d'un organisme permanent d'enseignement social supérieur donné dans un esprit chrétien, à la lumière de l'Évangile et avec l'approbation de l'Église en vue de l'éducation d'une élite militante.**

Le but est de faire connaître la pensée sociale de l'Église, de l'appliquer et de l'adapter aux problèmes de notre temps, et pour améliorer la condition ouvrière, dénoncée comme inhumaine par le pape Léon XIII dans son encyclique *Rerum Novarum* (1891). **Il ne s'agit pas de dégager les options d'un mouvement mais de fournir un enseignement de caractère scientifique, universitaire aux militants afin qu'ils aient les bases intellectuelles nécessaires à leur action.**

Quadragesimo anno, 1931.

En pleine crise économique mondiale, le pape Pie XI reprend et approfondit les réflexions de Léon XIII sur la question sociale.

Dans *Quadragesimo anno*, le socialisme et le libéralisme sont rejetés en raison de leur matérialisme, mais une distinction est faite entre le communisme et le socialisme, notamment le socialisme réformateur. Si le capitalisme n'est pas mauvais en soi, le libéralisme est l'objet d'une critique extrêmement sévère.

Aussi Pie XI appelle les chrétiens à une transformation des institutions au nom de la justice : charité et justice sont nécessaires.



Un nouveau printemps pour l'Église de France...

Pendant ces trois décennies, le catholicisme social de France a joué un rôle non négligeable dans la vie politique et sociale du pays comme dans la vie de l'Église.

Il a fait preuve d'une créativité exceptionnelle, multipliant les initiatives, Il a été un acteur important des avancées et des réformes sociales malgré la permanence de son pluralisme politique et une tradition majoritairement réactionnaire. C'est aussi une période où les catholiques prennent enfin leur place dans la démocratie française.

De plus, des publications abondantes et variées -l'Action populaire, La Chronique sociale, *Témoignage chrétien*, les Études, Le Sillon, *La Croix*, *Temps présent*, etc.) ont donné une large audience à ses idées et à ses réalisations.

Le mouvement a donc contribué à ce que la doctrine sociale de l'Église aille plus avant dans sa prise en compte des données économiques et sociales et dans son incitation à œuvrer pour plus de justice.

Enfin, il a donné, en particulier au travers de l'Action catholique spécialisée, un « nouveau printemps » à l'Église de France, et a posé la question de l'existence d'un laïcat catholique comme acteur à part entière de la vie de l'Église, traditionnellement bâtie et hiérarchisée autour du sacerdoce...



L'épreuve de la guerre 39-45.



Les catholiques français affrontent l'épreuve de la défaite de juin 1940 et l'avènement du régime de Vichy en position de dynamisme retrouvé.

Le programme de Révolution nationale du régime de Vichy contient des aspects de nature à les séduire : respect de la religion, retour des valeurs traditionnelles de la famille et de la patrie, dénonciation du parlementarisme et de la politique de la III^e République.

La hiérarchie catholique ne cesse de répéter son soutien au maréchal Pétain et d'appeler à l'unité nationale derrière lui et beaucoup de militants du mouvement du catholicisme social ont cru à la possibilité d'une rencontre sur le terrain social entre leur utopie missionnaire et la Révolution nationale, en dépit du tour totalitaire que prenait le régime. **Aussi ceux qui s'engagent dans la Résistance doivent franchir deux obstacles intellectuels spécifiques : passer outre la tradition d'obéissance à la hiérarchie et comprendre que la Révolution nationale qui parle comme beaucoup d'entre eux de communauté et de corporation n'est pas la troisième voie dont ils ont rêvé avant guerre.** L'occupation du pays et la crise politique autour de Vichy sont l'occasion de la « rentrée des catholiques en politique » et obligent les catholiques sociaux à un choix politique. Or, du côté de la hiérarchie, il y a confirmation et renforcement de l'option missionnaire prise dès les années trente et condamnation de l'option politique que constitue la Résistance. C'est l'engagement surtout social et missionnaire et la primauté du spirituel qui est privilégié...



5- Après 1945 : déceptions, tensions et interrogations.

L'objectif initial et permanent du catholicisme social est de « refaire une société chrétienne ».

Malgré le bilan positif de la période précédente, le but pas réalisé selon Denis Pelletier, qui évoque l'utopie d'une reconquête de la société par l'engagement social et missionnaire et souligne une contradiction entre une affirmation d'étrangeté au monde moderne, matérialiste et athée et la participation sur le terrain à la transformation de la société. **La contribution des catholiques sociaux à la vie de l'église et la vie de la cité se poursuit et s'intensifie après la guerre.**

Leurs organes font presque figure dans l'Église d'institutions officielles et surtout ils sont nombreux et aux premiers rangs parmi les « reconstructeurs » du pays. Ce double succès ne s'accompagne cependant pas d'une rechristianisation du pays et il n'est pas sans ambiguïtés.

Des signes de difficultés apparaissent de plus en plus : la présence des catholiques non seulement sur le terrain social mais aussi sur celui du politique, la question de la dé-confessionnalisation de leurs créations, le débat sur l'autonomie de leur action ou sa dépendance par rapport à la hiérarchie, le renouvellement et l'élargissement des thèmes de réflexion, autant de sujets qui marquent cette période et qui s'accompagne de tensions, de conflits et de crises.

Le dispositif vacille entre la guerre et la fin des années cinquante et le concile Vatican II.

Depuis, à l'heure d'une sécularisation affirmée et acceptée, entre repli ou renouveau, entre disparition ou dilution, l'état des lieux du catholicisme social est à établir...

Rôle renouvelé, contexte positif dans les années cinquante et soixante.



Depuis sa création en 1904, l'institution des Semaines sociales a dominé l'histoire du catholicisme social en promouvant, grâce à ses sessions annuelles, la réflexion sur la société à la lumière de l'Évangile, des enseignements pontificaux, mais aussi des recherches scientifiques et des expériences pratiques.

Lieu par excellence d'élaboration de la pensée du catholicisme social français, au cours des décennies cinquante et soixante, elle s'est insérée dans l'Église, sur laquelle elle exerce une influence remarquable, tout comme dans le dialogue entre cette dernière et la République.

Les Semaines sociales ont un rayonnement reconnu, elles ont même essaimé au-delà des frontières, le modèle repris en Italie dès 1905, existe alors dans bien d'autres pays : Belgique, Suisse, Espagne, Amériques du Nord et du Sud.

Nouvelle ACJF, mouvements spécialisés d'action catholique attractifs et efficaces.

Après avoir été un court moment tentée par le programme de Révolution nationale du régime de Vichy, l'ACJF s'engage dans la reconstruction démocratique du pays.

La période de Vichy avait distendu les liens entre l'Association et les mouvements. Pour être vraiment la fédération coordinatrice des cinq mouvements spécialisés qui la composent, l'ACJF entreprend une rénovation à partir de 1949 et tente de dépasser ses contradictions internes. **Elle veut être le lieu où les différents milieux prennent conscience de leur interdépendance, où ils travaillent ensemble et ainsi préparent une cité de collaboration sociale plutôt que de luttes de classes...**

Les mouvements acceptent la rénovation qui apparaît comme un succès au début des années 1950 : par rapport à la politique de la jeunesse, au Conseil supérieur de l'Éducation nationale et dans le domaine international avec des appels à la paix, une action commune a été concertée, l'ACJF par ses engagements montre un réel dynamisme. **Chacun des mouvements de son côté fait preuve de sa vitalité et leurs militants sont au cœur de beaucoup d'initiatives.**

Œuvres caritatives et sociales anciennes et nouvelles.

Une nouvelle génération d'œuvres caritatives et sociales naît après la guerre, elles s'ajoutent aux anciennes ou les remplacent, confirmant que le catholicisme social a définitivement dépassé le stade de la charité privée. Certaines œuvres, mises en place depuis longtemps, montrent une vitalité retrouvée dans cette période d'après guerre.

Les Équipes Saint-Vincent, les Conférences de Saint-Vincent-de-Paul se tournant vers les formes nouvelles de pauvreté, l'Ordre de Malte, les Orphelins apprentis d'Auteuil, le Nid, etc.

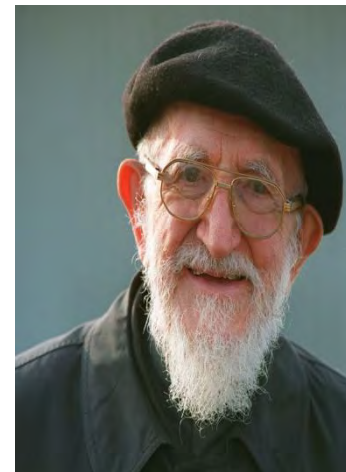
La dimension internationale, que certaines acquièrent, atteste de leur efficacité et de leur adéquation mais aussi du rôle d'exemple que la France a en matière de catholicisme social.

La liste des initiatives nées alors est longue, parmi elles, on peut citer l'Œuvre de Raoul Follereau, la fondation par Armand Marquis et des Petits frères des pauvres

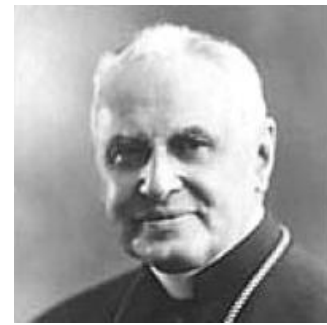
et plus tard de Frères des Hommes.

Tranchant par leur ampleur et les fortes personnalités de leurs fondateurs respectifs,

le Secours catholique de Monseigneur Rodhain et les Compagnons d'Emmaüs de l'Abbé Pierre.



Des initiatives controversées ou sanctionnées, crises multiples



La vitalité du courant du catholicisme social et la multiplication de ses expériences s'accompagnent, dès l'après guerre, de tensions qui vont aller en s'accroissant au cours des années soixante alors que, paradoxalement, le concile Vatican II (1962-1965) semble consacrer les initiatives prises au cours des années précédentes par l'aile marchante du catholicisme français.

En continuité avec la Mission de France créée en 1941 par l'assemblée des cardinaux et archevêques puis avec celle de la Mission de Paris, fondée deux ans plus tard par le cardinal Suhard, **des prêtres choisissent d'exercer leur apostolat dans le monde ouvrier mais hors des paroisses traditionnelles. Ils s'installent souvent en équipe dans les quartiers urbains déchristianisés et, pour certains, vont jusqu'à devenir ouvriers.**

Naturellement, cet engagement va de pair avec des adhésions et des responsabilités Syndicales. **Le contexte est celui d'une poussée du communisme et de son influence prépondérante dans le milieu ouvrier. L'Église officielle veut stopper cette tentation du marxisme : mises en garde et condamnations se succèdent.**

Cette crise signe l'échec du modèle d'engagement missionnaire dans ses implications politiques.

La référence chrétienne abandonnée par la LOC et par la majorité de la CFTC

L'engagement au cœur du monde ouvrier et la collaboration avec des non chrétiens - renforcée par le compagnonnage pendant la Résistance – aboutit pour certains à remettre en cause la mention religieuse dans le nom de leur mouvement. C'est le cas, dès 1941, de la Ligue Ouvrière Chrétienne, ancêtre de l'Action catholique ouvrière, et plus tard, des militants du groupe Reconstruction de la CFTC qui conduit, en 1964, à la rupture entre CFDT et CFTC « maintenue ».

La déconfessionnalisation montre l'existence d'un courant qui considère la sécularisation comme un phénomène irréversible qu'on ne doit pas freiner et dont est issue une frange militante qui bascule progressivement à gauche : certains anciens du MPF, de la CFDT mais aussi d'organisations comme Objectif 72 ou La Vie nouvelle, participent à la fondation du PSU en 1960 puis se rapprochent du parti socialiste rénové après le Congrès d'Épinay, par exemple Jacques Delors, et jouent un rôle non négligeable dans l'accession en 1981 du PS au pouvoir.

Crises : disparition de l'ACJF, déclin des mouvements d'Action catholique.

L'accent mis sur les engagements temporels, le tropisme de gauche qui est apparu, les ambiguïtés de la notion de mandat -les militants veulent une liberté d'options dans leur action et l'Église veut se dégager de toute compromission-, la cohabitation difficile entre la JOC et l'ACJF sont les éléments des crises qui affectent tout le militantisme catholique, remettent en cause la nature de l'action catholique, du rôle des laïcs dans l'Église et de leur présence dans la société en tant que chrétiens.

La disparition de l'ACJF en 1956 en est le premier évènement révélateur. Après 1956, tous les mouvements de jeunesse d'action catholique continuent d'exister de façon autonome, avec des choix divers, selon un parcours ponctué de conflits, s'accompagnant d'une baisse des effectifs. Le MRJC qui a succédé en 1962 à la JAC, se politise après 1968. La JOC comme l'ACO affirment de plus en plus leur identité ouvrière ; les engagements temporels de leurs membres montrent une politisation accrue et un tropisme de gauche accentué. **L'édifice construit depuis les années trente est globalement en crise dans les années soixante-dix. ..**

L'Eglise de France retire son mandat en 1975.

L'Assemblée épiscopale de Lourdes en 1975 en tire les conséquences : elle abandonne la notion de mandat, laisse à chaque organisation une entière autonomie, et « dégage toute responsabilité quant aux options politiques ou sociales qu'elles peuvent prendre.



Les historiens qui ont particulièrement travaillé sur ce sujet mettent en évidence le lien avec les mutations et les soubresauts de la société française elle-même. Mobilité sociale, montée des classes moyennes, division de l'opinion sur la guerre d'Algérie et les problèmes coloniaux, crise d'autorité et mouvement contestataire qui précèdent 1968, etc., forment une toile de fond inséparable de ces crises.

Elles leur apparaissent donc comme le reflet de la transformation plus profonde d'une société qui se détache du christianisme et se réorganise autour d'autres valeurs, épisode ultime du processus de sécularisation à l'œuvre depuis le XVIII^e siècle...

Du service des pauvres au Tiers-Mondisme.

Un glissement s'opère du service des pauvres au Tiers-Mondisme.

La prospérité et la consommation pendant les Trente Glorieuses ne profitent pas à tous, les laissés pour compte et les oubliés de la croissance économique attirent l'attention des catholiques sociaux.

Les Semaines sociales de Dijon en 1970 traitent les pauvres dans les sociétés riches mais bien avant, le père Joseph Wresinski avec son mouvement ATD Quart monde fondé en 1957 montre l'existence d'exclus. Et l'initiative de Jean Vanier et la mise en place de communautés d'accueil et de vie fraternelle avec les handicapés au sein de l'œuvre de L'Arche.

La décolonisation fait découvrir l'ampleur de la misère dans le Tiers Monde. Les conférences de Helder Câmara, l'un des initiateurs, lors du concile de Vatican II, de ***l'option préférentielle pour les pauvres***, vient spécialement en France en 1970 et en 1983 pour dénoncer la misère du Tiers Monde, et ébranle les auditeurs.

Les encycliques Mater et Magistra de Jean XXIII en 1961, puis Populorum Progressio de Paul VI en 1967, alertent les chrétiens sur la nécessité urgente du développement.

Dès 1962, au lendemain du concile Vatican II, le CCFD-Terre Solidaire regroupant la plupart des mouvements d'action catholique, le Secours catholique et des organisations missionnaires finance de multiples micro-réalisations et projets pour aider les peuples « à devenir les artisans de leur propre développement. Les théologies de la libération nées en Amérique du Sud se diffusent, elles empruntent une partie de leur outillage conceptuel aux théories néo-marxistes de la domination, condamnés par Rome en 1984...

Entre disparition et transformation, immersion et interrogations

Après les crises successives de la période précédente, on constate un ralentissement qui atteint l'ensemble de la mouvance du catholicisme social dans les dernières décennies du XX^e siècle et au contraire un succès croissant et une réaffirmation d'un catholicisme identitaire qui donne priorité au spirituel.

Les mouvements charismatiques font alors irruption et ils se développent d'abord en réaction contre la pastorale de l'Action catholique, affirmant leur volonté de différenciation à l'intérieur d'une Église jugée trop intellectuelle et trop politisée.

Encouragé par Jean-Paul II et son programme de nouvelle évangélisation, peu à peu reconnu par l'épiscopat, le mouvement regroupe une dizaine de grandes communautés comme l'Emmanuel, le Chemin neuf, etc. avec des milliers de groupes de prières...

Parallèlement, il y a un renouveau du scoutisme. Dans cette religion de l'émotion, l'accent est mis sur le rapport individuel avec Dieu. Le catholicisme social a une orientation inverse, il part des exigences évangéliques, être le sel de la terre ou le ferment dans la pâte et se tourne vers l'agir dans le monde avec les autres. **Au même moment, les mouvements traditionnels d'Action catholique** et surtout ceux concernant la jeunesse sont atteints par une désaffection croissante. Ils sont pour la plupart désertés : la politisation jugée parfois excessive et trop univoque par les adhérents de base comme la répression qui touche ses éléments les plus engagés, conduisent à un départ ou une réorientation de l'action.



Conclusion : les défis contemporains.

Que reste-t-il du catholicisme social ?

Question lancée pour un débat en 2011 par Albert Decourtray, archevêque de Lyon, avec la présence d'Habitat et Humanisme fondé en 1985, pour être l'expression lyonnaise du catholicisme social français et une voix autorisée de l'Église de Lyon sans être le porte-parole de la hiérarchie se réfèrent toujours au catholicisme social et témoignent d'**une approche qui, comme les précédents exemples du Secours catholique ou du CCFD privilégient le « avec » ceux qui agissent sur le terrain et le « avec » ceux qui sont aidés.**

Les trois encycliques sociales de Jean-Paul II

« Laborem exercens » (14 septembre 1981), sur le travail humain, à l'occasion du 90e anniversaire de l'encyclique Rerum novarum de Léon XIII

« Sollicitudo rei socialis » (30 décembre 1987), sur le développement, à l'occasion des vingt ans de l'encyclique Populorum progressio de Paul VI

« Centesimus annus » (1er mai 1991), pour le centenaire de « Rerum novarum ».

En juin 2009, Benoît XVI fait paraître sa troisième encyclique « Caritas in veritate ».

« Loué sois-tu », lettre encyclique du pape François sur la sauvegarde de la maison commune en 2015. L'encyclique « Tous frères » du pape François a été signée le samedi 3 octobre 2020 à Assise est un texte majeur sur le thème de la fraternité et de l'amitié sociale.

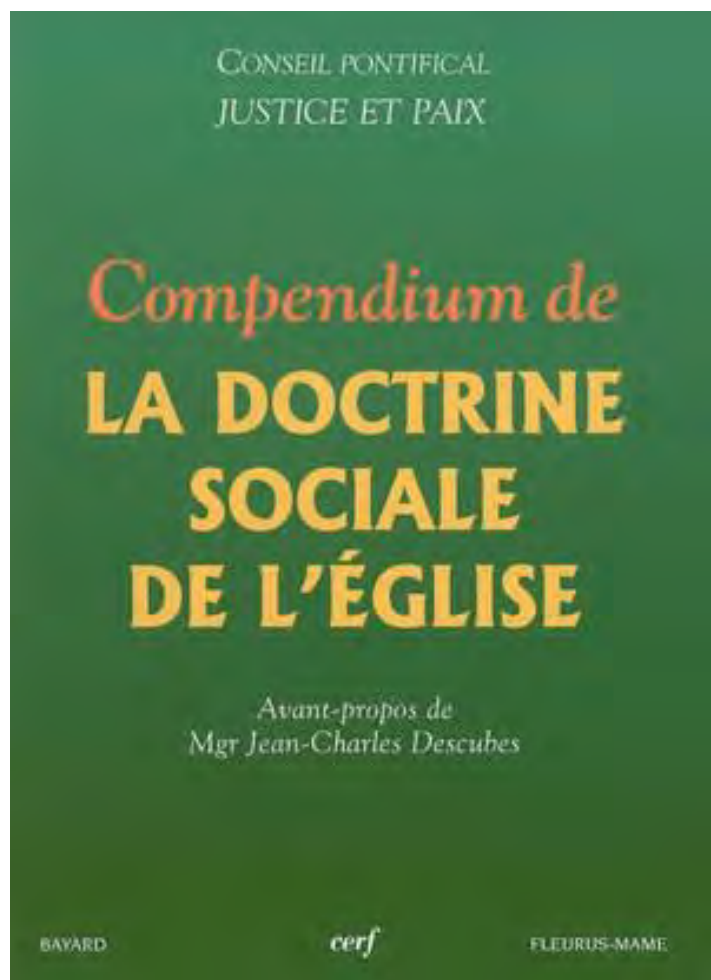
Une fraternité ouverte qui permet de reconnaître, de valoriser et d'aimer chaque personne.

Comment discerner les urgences et les priorités concernant les nouveaux défis nationaux, européens et planétaires et avec quelles solidarités existantes et à venir ? Et comment en tant que citoyens et chrétiens s'y engager en tenant au mieux les deux bouts de la chaîne de notre identité humaine et spirituelle, marqués collectivement par cette histoire de nos prédécesseurs, tant au niveau de la vie sociale, politique et économique qu'au plan de la Tradition de l'Église catholique romaine, française et universelle ?

En mai, le souhait du pape François de canoniser Charles de Foucauld, apôtre de la Fraternité universelle et la béatification à Lyon de Paulin Jaricot, jouant un rôle important dans le mouvement missionnaire du XIX^e siècle, nous invitent à œuvrer pour aujourd'hui à penser et à repenser en écho à la thématique de la récente Semaine Sociale de France sur la Fraternité française, pays aux trois devise de liberté, égalité et fraternité. Plus que jamais, le XXI^e siècle est appelé à devenir celui de la Fraternité universelle pour répondre collectivement aux défis, menaces actuelles et de demain, en privilégiant le dialogue et la solidarité entre peuples et nations, en vivant avec audace d'authentiques et réciproques chemins de dialogue.



Doctrine sociale de l'Église...



Transformer la réalité sociale par la force de l'Évangile, témoinnée par des femmes et des hommes fidèles à Jésus-Christ, a toujours été un défi et le demeure aujourd'hui encore, au début du troisième millénaire de l'ère chrétienne. L'annonce de Jésus-Christ, Bonne Nouvelle de salut, d'amour, de justice et de paix, ne trouve pas facilement accueil dans le monde d'aujourd'hui, encore dévasté par les guerres, la misère et les injustices.

C'est précisément pour cela que l'homme de notre temps a plus besoin que jamais de l'Évangile : de la foi qui sauve, de l'espérance qui éclaire et de la charité qui aime.

« Je suis avec vous... »

Sans oublier le dialogue entre
confessions chrétiennes
et religions... TOUT EST LIÉ !



En relisant aussi notre existence,
en lien avec notre vie
de prière et eucharistique...





TGV
inOui

SNCF